

*Affaires courantes**[Traduction]*

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Madame la Présidente, j'ai une pétition à déposer dans laquelle on dénonce la taxe sur les produits et services. Elle provient de la circonscription du député qui a dit ce matin que tous ses électeurs étaient favorables à la TPS.

Or, dans cette pétition, on demande plutôt au ministre des Finances d'abandonner sa taxe sur les produits et services, qui constitue une forme injuste d'impôt, et d'examiner tout le régime fiscal pour que nous ayons un régime juste et équitable qui n'impose pas un fardeau aussi lourd aux Canadiens ordinaires.

M. Sid Parker (Kootenay—Est): La pétition que j'ai en main a été jugée correcte quant à la forme et au contenu, conformément à l'article 36 du Règlement.

Beaucoup de pétitionnaires de la région de Creston et de Wynndel, qui se trouve dans ma circonscription, estiment que la taxe sur les produits et services proposée par le ministre des Finances constitue une forme injuste d'impôt, car elle ne tient pas compte de la capacité de payer des contribuables. En outre, le gouvernement n'a pas modifié l'actuel régime fiscal, qui est injuste et permet à des particuliers et à des sociétés riches de ne payer aucun impôt ou presque, alors qu'il oblige les contribuables à revenu faible ou moyen de supporter une plus grande partie du fardeau fiscal. De plus, le gouvernement tente maintenant de prélever un impôt sur la lecture, les coupes de cheveux, les couches, les cercueils et le combustible. Par conséquent, les pétitionnaires demandent au gouvernement de rejeter cette taxe et d'adopter un régime fiscal plus juste et plus équitable.

M. Ray Funk (Prince—Albert—Churchill River): Madame la Présidente, j'ai une pétition qu'ont signée entre 700 et 800 personnes de Pelican Narrows, La Ronge, Stanley Mission, Pinehouse Creek, Uranium City, Fond du Lac, Stoney Rapids et Denare Beach, ce qui représente la majorité des habitants d'un grand nombre de ces localités.

Les pétitionnaires s'insurgent eux aussi contre la TPS, la taxe qui nous saignera à blanc. La vie coûte déjà deux ou trois fois plus cher que dans le sud du Canada dans ces localités. Ils ne croient pas le ministre des Finances quand il dit qu'elles vont bénéficier des avantages que les grandes entreprises vont retirer de cette taxe. Elles savent que tout va coûter plus cher et préféreraient ne pas payer la taxe.

Elles demandent donc au Parlement de rejeter la taxe et d'instituer un régime fiscal qui soit juste en particulier pour les gens du Nord.

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Madame la Présidente, j'ai le plaisir de déposer aujourd'hui une pétition signée par des Canadiens qui s'opposent à la taxe sur les produits et services. Ils la trouvent odieuse et injuste, et ils demandent au Parlement d'y faire échec.

M. Jack Whittaker (Okanagan—Similkameen—Meritt): Madame la Présidente, c'est avec plaisir que je prends la parole aujourd'hui pour présenter, conformément à l'article 36 du Règlement, une pétition de Caribou, en Colombie-Britannique et aussi de villes de ma circonscription comme Grand Forks et Christina Lake. J'ajoute cette pétition et ces signatures aux milliers d'autres de ma circonscription que j'ai déjà présentées à la Chambre.

Elles montrent que les Canadiens, et en particulier ceux de ces régions, ne se laisseront pas tromper par la manoeuvre du gouvernement lorsqu'il a réduit sa TPS de 9 à 7 p. 100. Ils demandent au gouvernement d'amender cette taxe et de la rendre plus juste pour tous les Canadiens.

LA LOI 178

Mme Christine Stewart (Northumberland): Madame la Présidente, je voudrais présenter deux pétitions aujourd'hui, conformément à l'article 36 du Règlement.

La première exprime la déception d'un certain nombre de personnes de ma circonscription, surtout de la région de Trenton, au sujet de la loi 178 du Québec. Je voudrais profiter de cette occasion pour féliciter la ville de Trenton d'avoir refusé la semaine dernière de se déclarer unilingue anglaise en dépit de la déception que sa population a exprimée dans cette pétition et d'avoir appuyé la Fédération canadienne des maires et des municipalités pour sa politique de tolérance, de courtoisie, de concorde et de générosité en matière de droits linguistiques au Canada.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Mme Christine Stewart (Northumberland): La seconde pétition que je voudrais présenter est aussi signée par des gens de ma circonscription qui expriment leurs graves et profondes inquiétudes au sujet du projet de taxe sur les produits et services proposé par le gouvernement. Ils demandent que ce projet de loi soit retiré au complet.